

forment des seigneuries collectives, aussi indépendantes, aussi fières, aussi jalouses de leur liberté que les souverainetés féodales.

Mais, aussi bien dans les villes de bourgeoisie et de colonisation que dans les villes de consulat et que dans les communes, les classes commerçantes et industrielles sont parvenues à conquérir l'objet essentiel de leurs efforts, à savoir la reconnaissance des droits de leur association égalitaire et libre. Cette association, composée de tous les marchands, artisans et propriétaires, riches ou pauvres, possède collectivement la souveraineté totale ou partielle qui lui a été reconnue. C'est le corps entier de la bourgeoisie qui en délègue l'exercice à ses mandataires, soit qu'une oligarchie prétende gouverner en son nom, soit qu'il participe d'une façon directe aux affaires. C'est au nom de la collectivité entière, de l'*université* des bourgeois, que s'exerce le gouvernement municipal. C'est l'ensemble de cette collectivité marchande et industrielle qui alimente de ses taxes directes et indirectes le trésor municipal, qui acquitte les dépenses administratives, édilitaires, militaires, qui forme les cadres et les effectifs des milices communales. C'est sur elle que repose la puissance politique de la cité, et c'est son activité économique qui est la garantie des libertés et des privilèges conquis.

Prédominance des préoccupations et des intérêts économiques dans l'État urbain médiéval. — Aussi, sous le décor romantique qui recouvre l'histoire des communes médiévales, à travers le fracas de leur tumultueuse existence, qui se déroule dans le cadre de leurs enceintes, de leurs places publiques, à l'ombre de leurs beffrois et de leurs hôtels de ville, parmi les luttes acharnées des partis qui s'y disputent le pouvoir, aperçoit-on l'unité, la continuité et le réalisme de la politique de l'État urbain, qu'on a presque toujours méconnue,